

MAIRIE D'INJOUX - GENISSIAT

Circulation
et divagation
des chiens.

A R R E T E

SOUS PREFECTURE DE
NANTUA

N° 93/26

REÇU LE 24 SEP: 1993

LE MAIRE D'INJOUX-GENISSIAT ;

VU l'article L.131-2-8° du Code des Communes;

VU l'article 213 du Code rural, modifié par la loi n°412 du 22 juin 1989 ainsi que les articles 213-1 A, 213-1 et 213-2 du même code ;

VU le décret n° 1085 du 2 novembre 1976;

VU l'arrêté interministériel du 25 octobre 1982 ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre, dans l'intérêt de la sécurité publique, toutes mesures relatives à la circulation des chiens et notamment d'interdire la divagation de ces animaux.

A R R E T E

Article 1 : Il est expressément défendu de laisser les chiens divaguer sur la voie publique seuls et sans maître ou gardien. Défense est faite de laisser les chiens fouiller dans les récipients à ordures ménagères ou dans les dépôts d'immondices. Tout contrevenant sera immédiatement passible d'une amende de 200 Francs à compter du 1er Octobre 1993.

Article 2 : Les chiens circulant sur la voie publique même accompagnés, tenus en laisse ou muselés, devront être munis d'un collier portant gravés, sur une plaque de métal, le nom et le domicile de leur propriétaire.

Article 3 : Tout chien errant trouvé sans collier sur la voie publique sera immédiatement saisi et mis en fourrière. Il en sera de même de tout chien errant, paraissant abandonné, même dans le cas où il serait muni d'un collier.

Article 4 : Ne sont pas considérés comme errants les chiens de chasse ou de berger lorsqu'ils seront employés sous la direction et la surveillance de leur maître à l'usage auquel ils sont destinés.

Article 5 : Lorsqu'un chien sera réclamé par son propriétaire, ce dernier devra préalablement à la remise de l'animal, acquitter à la recette municipale les frais de conduite, de nourriture et de garde conformément au tarif en vigueur dans la commune.

Article 6 : Tout propriétaire, toute personne ayant à quelque titre que ce soit la charge des soins ou la garde d'un animal domestique ayant été en contact, soit par morsure ou par griffure, soit de toute autre manière avec un animal reconnu enragé ou suspecté de l'être, est tenu d'en faire immédiatement la déclaration à la mairie.

Article 7 : Les contraventions au présent arrêté, qui seront transmises au sous-préfet de Nantua seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

En Mairie, le 20 Septembre 1993

LE MAIRE,

